Vendredi 18 décembre 1981
Spécial Pologne
...ys,
...nations
...s,
...sez-vous !
Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste

pour le socialisme

3 F.

sup.
n° 55

CONTRE LA DICTATURE MILITAIRE

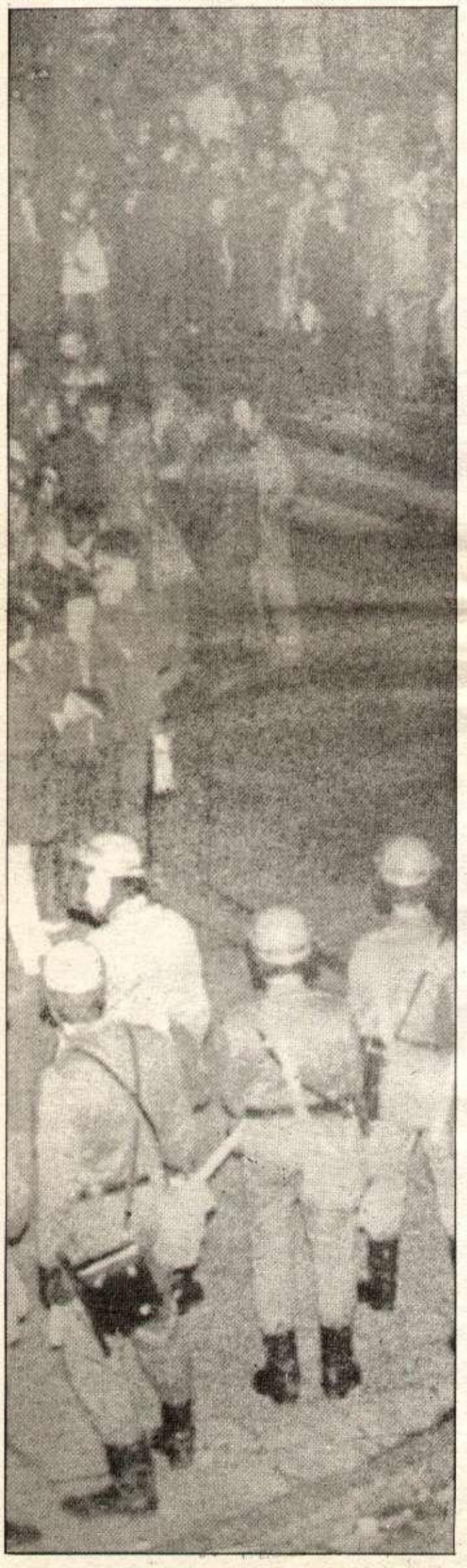
SOLIDARITE TOTALE AVEC LE PEUPLE POLONAIS

LIBERTE POUR

QUE FAIRE POUR AIDER SOLIDARITE AUJOURD'HUI ?

EDITORIAL

Samedi 12 au soir à 23 heures devant le siège de Solidarité *à Wroclaw.*



LES informations, mêmes filtrées, fragmentaires qui parviennent de Pologne, ne laissent subsister aucun doute sur les objectifs de la junte militaire qui a pris le pouvoir à Varsovie dans la nuit du 12 décembre : intervention de la milice dans les usines occupées, faisant, de source officielle polonaise, 7 morts et 80 blessés dans les mines de Silésie, intervention brutale de la milice contre les travailleurs de Gdansk faisant plus de 300 blessés, quadrillage militaire des villes, interdiction de la grève sous peine des rigueurs de la loi martiale, arrestations massives — plusieurs dizaines de milliers — de syndicalistes de *Solidarité* et d'autres militants ; autant de mesures qui indiquent clairement que la junte entend mater tout mouvement de la classe ouvrière et du peuple polonais, tenter de paralyser et de briser, en la décapitant, l'organisation que les ouvriers et les travailleurs ont créée en août 1980, ont développée par millions, ont structurée pour défendre leurs intérêts et conquérir les libertés démocratiques.

Cet état de guerre proclamé signifie, sous les dehors de la légalité, l'instauration d'une dictature militaire qui tente d'écraser par la terreur tous les droits, toutes les libertés démocratiques conquises depuis plus d'un an : suppression du droit de grève, occupation militaire des usines, interdiction de toute activité syndicale et politique, interdiction de toute réunion, suspension de tous les journaux hormis ceux du pouvoir, militarisation de la radio et de la télévision, fermeture des frontières, contrôle strict des déplacements à l'intérieur même du territoire, couvre-feu, concentration de tous les pouvoirs dans les mains de la seule junte militaire.

Aucun coup d'Etat militaire n'avait pris des mesures aussi brutales contre son propre peuple depuis le coup d'Etat de Pinochet au Chili, en 1973.

Ce coup d'Etat est aussi le signe du degré très avancé de décomposition du régime. Le parti « ouvrier », discrédité, désorganisé, désorienté depuis l'été 1980, vidé d'une partie de ses adhérents, a définitivement perdu toute possibilité de se réclamer, si peu que ce soit, de la classe ouvrière. Il montre aujourd'hui qu'il n'est plus capable de maintenir un consensus de compromis avec la domination de son appareil, et qu'il ne peut plus s'en remettre qu'à la force brutale pour imposer son pouvoir à la société.

Si la fiction « ouvrière » du parti au pouvoir a volé en éclats, il en est de même de la prétention de ce parti à représenter l'intérêt national. La nomenklatura aux abois, qui a choisi la solution de la terreur, a donné tout le pouvoir à sa fraction restée la plus cohérente, à son appareil le plus organiquement lié à l'URSS. le coup de force n'est pas une affaire de stricte politique intérieure polonaise. Il est bien sûr le résultat d'un long processus de luttes internes à la société polonaise ; mais dans le cours même de ce processus, le chantage permanent à l'intervention militaire soviétique a joué un rôle capital.

Depuis l'été 1980, l'incompétence, la corruption, l'absence de légitimité du régime en place ont été largement démontrée et reconnues par la très grande majorité de la société polonaise. *Solidarité*, au-delà de son rôle syndical, constitue, par la masse de ses adhérents, par la pluralité de ses courants et de ses interventions, l'expression organisée de ce rejet massif du régime. Sans la menace des divisions soviétiques, il y a longtemps qu'un tel régime aurait été balayé. Si le mouvement populaire s'était jusqu'à maintenant volontairement auto-limité et s'était refusé à mettre en cause l'occupation du pouvoir par l'appareil du POUP, c'était précisément pour ôter à Moscou tout prétexte d'intervention. Aujourd'hui même, Jaruzelski tente de susciter un certain assentiment à sa dictature en poursuivant le même chantage sous une forme nouvelle, demandant aux Polonais de choisir entre sa dictature et une intervention directe de l'Union soviétique.

Tous ces faits rendent d'autant plus inadmissibles et scandaleuses les prises de position des directions du PCF et de la CGT, qui suscitent fréquemment une indignation, parfois très vive, chez de nombreux militants de ces organisations.

Le PCF, au nom du sens de la responsabilité, prône une sorte de neutralité vis-à-vis de cet affrontement de classes. Même s'il est contraint à quelques précautions verbales pour sauvegarder sa participation gouvernementale, il a, pour le moment, choisi son camp. Et c'est celui de la dictature militaire. A l'entendre, la dictature militaire serait un moindre mal pour éviter un bain de sang et faire face aux « surenchères » de *Solidarité*. Ce discours n'est autre que celui du général Jaruzelski. Ce que ne cache pas *L'Humanité* lorsqu'elle écrit que « *le général Karuzelski n'a sans doute pas tort* ».

La direction de la CGT a pris une position tout aussi claire, qui ne peut plus entretenir l'ambiguité maintenue par l'établissement de relations entre la CGT et *Solidarité*. En refusant de s'associer aux manifestations de soutien aux travailleurs polonais, elle a démontré concrètement qu'elle refusait sa solidarité avec les milliers de syndicalistes emprisonnés et les millions d'ouvriers soumis à la loi martiale.

Quels que soient les calculs de politique intérieure ou de stratégie internationale qui leur ont dicté ce choix, nous devons dénoncer vigoureusement ces positions des directions du PCF et de la CGT, qui vont à l'encontre des sentiments les plus élémentaires de solidarité de classe, combattre pied à pied leurs falsifications et leurs interprétations mensongères du combat réel qui se mène en Pologne. Nous devons nous tourner vers les nombreux militants du PCF, les très nombreux militants de la CGT qui sont en désaccord avec ces positions, et les associer activement au mouvement de soutien aux travailleurs polonais contre la dictature.

La situation en Pologne place dans une position délicate le nouveau gouvernment français, confronté pour la première fois à une crise internationale grave. Il se doit, sur les questions internationales comme sur d'autres, de montrer clairement en quoi sa politique se démarque clairement de celle de ses prédécesseurs.

Cela ne ferait que correspondre aux promesses faites pendant la campagne électorale et auparavant. On se souvient des critiques vis-à-vis de la politique giscardienne que le PS avait formulées après l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. Alors que Giscard, fort de ses liens privilégiés avec Gierek, n'avait rien trouvé de mieux à faire que de rencontrer Brejnev à Varsovie, le PS avait dénoncé à juste titre l'attitude d'abandon du giscardisme face à la politique hégémoniste de l'URSS. Cette politique d'abandon, comme les autres aspects de la politique giscardienne, a été sanctionnée par le vote du 10 mai.

Il convient également de rappeler que le texte de l'accord de gouvernement PS-PCF stipule : « *Les deux partis souhaitent* ***clairement*** *que la Pologne et son peuple conduisent eux-mêmes à leur terme le processus de renouveau économique, social et* ***démocratique*** *dans lequel ils sont engagés* ». (Souligné par nous).

Tous ceux qui ont voté pour la gauche en mai et juin derniers — et nous en sommes — ont aussi affirmé leur volonté que le changement s'applique également à la politique internationale, par un soutien aux luttes des peuples dans le monde et une opposition aux visées hégémoniques de l'URSS comme des Etats-Unis.

A l'inverse de ces exigences, il faut dire clairement que les premières déclarations du gouvernement ne vont guère dans

La Pologne, Yalta et la guerre

EN Pologne une page est tournée. C'est l'heure de la résistance au régime militaire. Pour nous, c'est l'heure de la solidarité fraternelle avec le peuple polonais pour faire échouer le coup de force. C'est aussi l'heure de tirer certaines leçons.

Dans une lutte progressive et prolongée le mouvement populaire polonais a conquis des droits jusqu'alors inconnus dans les pays de l'Est. L'exercice de ces droits faisait apparaître chaque jour davantage le fossé qui sépare les aspirations populaires — démocratie, autogestion, mieux vivre — et le régime en place ; un régime qui tire sa force de ses allliances avec le bloc soviétique plus que de sa légitimité populaire.

Ainsi les transformations en cours dans la société polonaise étaient en même temps, de fait, une remise en cause de la soumission de la Pologne à la domination soviétique. L'URSS ne s'y est pas trompé. Depuis l'été 1980, elle ne cesse de lancer à la Pologne des mises en garde contre les « *extrémistes* », les « *contre-révolutionnaires* », les « *anti-socialistes* »... Et l'épreuve de force engagée par Jaruzelski — quelle ait été dictée ou non par Moscou — sert directement les intérêts de l'URSS qui ne peut tolérer qu'un pays de son « glacis » se détache de son influence.

« *Affaire intérieure polonaise* » ? « *Affaire intérieure du camp soviétique* » ? Argument commande qui permet au PCF d'approuver le coup de force. Mais c'est aussi ce que suggèrent tous ceux qui sont prêts à monnayer le peuple polonais contre quelques concession de la part de l'URSS. Que le peuple polonais soit le premier concerné est une évidence. Et notre solidarité active lui est due comme tous les peuples qui, dans le monde luttent pour leurs droits.

Mais ce qui se passe en Pologne a aussi une portée internationale considérable qui nous interdit de considérer qu'il s'agit d'une « *affaire interne* ».

La confrontation en Pologne est un des aspects d'un réaménagement majeure de l'organisation du monde qui s'amorce depuis quelques années et marquera la (ou les) décennie(s) à venir.

Car, au moment où l'URSS tente d'étendre sa zone d'influence en assujetissant par les armes l'Afghanistan, en s'efforçant de gagner de nouvelles positions au Moyen-Orient ou en Afrique, il n'est pas tolérable pour elle de voir contester sa direction dans l'« Empire » construit sur les bases léguées par Yalta. Expansionnisme hors de sa zone d'influence reconnue, répression de tout ce qui affaiblit la cohésion de l'intérieur de celle-ci, constituent les deux faces de la politique soviétique. Mais la remise en cause des rapports hérités de la Seconde Guerre mondiale ne se limite pas à la sphère soviétique. L'Europe de l'Ouest est traversée d'un profond malaise. En RFA le mouvement pacifiste a posé au grand jour — de façon certes ambiguë — le problème de la défense européenne vis-à-vis de la puissance américaine. Il a exprimé avec force le refus que le système d'alliance hérité de Yalta fasse de la RFA — et de l'Europe — le champ de bataille de la rivalité entre les deux grands. En France, en Italie ..., sur des bases souvent différentes s'exprime peu à peu le même refus. L'installation en France d'un gouvernement de gauche peut contribuer également à modifier les rapports au sein du « monde occidental ».

Ainsi, à l'Est comme à l'Ouest, dans des contextes et avec des modalités différents, s'exprime de plus en plus clairement la distorsion existant entre un partage du monde ossifié (« *institutionnalisé* ») en deux blocs vieux de plus de trente-cinq ans et les aspirations actuelles des peuples fondées sur des nouvelles données politiques, de nouveaux rapports de force économiques.

L'effritement de la cohésion interne de chaque bloc qui s'amorce aujourd'hui rend très fragile l'équilibre mondial. L'une ou l'autre des superpuissances — et actuellement l'URSS plus que les USA — peut tenter d'en tirer parti pour conquérir des positions dans le camp adverse, déclenchant ainsi l'escalade de la confrontation... jusqu'à la guerre.

Et là aussi la drame polonais nous apporte des leçons.

« *Plutôt rouge que mort* » disaient certains pacifistes allemands, faisant sans doute allusion à la couleur de l'étoile de certaines casquettes. Mais, cruel rappel de l'histoire, c'est aussi et surtout, la couleur du drapeau marqué du sang des ouvriers, du sang versé ces jours-ci par les ouvriers polonais. Si bien qu'il ne s'agit pas d'une alternative. L'asservissement à la domination soviétique n'est pas l'antidote de la guerre. Le défaitisme « *révolutionnaire* » n'est pas de mise face à un adversaire qui n'est sensible qu'au rapport de force, pour qui la « *bonne volonté* » est synonyme de faiblesse et encouragement à agir. A l'inverse la ténacité, le courage, l'intelligence du peuple polonais prouve qu'il possible de tenir tête à l'ours soviétique.

Si l'effritement des blocs se traduit pas une finlandisation de l'Europe, s'il n'apparaît pas une volonté politique en Europe de l'Ouest comme de l'Est de s'engager dans une stratégie collective de non alignement sur l'une ou l'autre des superpuissances, alors la menace de guerre se concrétisera de plus en plus.

Mais les aspirations qui sont à la base même de cette remise en cause du partage actuelle du monde sont en même temps porteuses de l'idée d'un nouvel ordre mondial : une Europe indépendante solidaire du Tiers-Monde. Une idée qui a encore bien du mal à prendre corps.

La course de vitesse est engagée entre la désagrégation de l'ancien et la naissance du nouveau.

Le peuple polonais nous montre l'exemple.

J. F.

le bon sens et qu'elles ont provoqué l'indignation et la colère de ceux qui espéraient autre chose de la victoire du 10 mai. Chacun a en mémoire la cynique déclaration de Cheysson : « *C'est une affaire intérieure polonaise* », et encore ce « *bien entendu, nous n'allons rien faire* ». Dans le même temps, Jobert participait à Moscou aux travaux de la commission franco-soviétique sur les livraisons de gaz à l'Europe occidentale.

Certes, les déclarations plus récentes de François Mitterrand ont quelque peu corrigé les déclarations de quelques ministres, et on ne peut qu'approuver la volonté affirmée de « *venir en aide moralement et matériellement aux justes aspirations du peuple polonais* ». On peut malheureusement craindre que les intentions ainsi affirmées ne restent lettre morte si le gouvernement français maintient sa position de fond, celle de la « non-ingérence ». Les principes qui semblent encore prévaloir au sein du gouvernement peuvent se résumer dans ces quelques idées : ne rien faire qui puisse inciter l'Union soviétique à intervenir, rester prudent, ne pas s'approcher du bord du gouffre, sachant que l'étape ultime serait la guerre. Ce sont les principes qui rendent possibles des déclarations du style de celles de Cheysson. Il faut s'arrêter à l'analyse qui les sous-tend.

L'attitude prudente du gouvernement français rend-elle service au peuple polonais en le protégeant d'une intervention soviétique ? C'est ce que déclarait Mauroy au Parlement arguant du fait que les Polonais, déjà en butte à la répression de la part de leur propre armée, ne devaient pas voir cette répression se renforcer par l'occupation d'une armée étrangère. Cette attitude est illusoire et dangereuse en ce qu'elle donne un semblant de crédibilité à l'argumentation de Jaruzelski qui prétend être le dernier rempart de l'indépendance de la Pologne. Mais qui ne sait que le pouvoir polonais ne tient en place que par la menace permanente, les pressions et les interventions multiples de l'Union soviétique, et que les organes répressifs (armée, milice) constituent les corps de l'appareil d'Etat les plus liés à l'URSS ? En fait, l'argumentation gouvernementale sur cette question vient donner des armes à la direction du PCF, dont on sait quel choix elle a fait. Elle donne également des armes inattendues à la droite, qui tente à cette occasion de refaire surface.

Mais de façon plus fondamentale, l'attitude du gouvernemnt s'appuie sur une analyse de la situation internationale largement caduque, qui reconnaît comme légitime le partage des zones d'influence entre les deux super-grands, tel qu'il a été instauré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Une telle reconnaissance du statu quo en Europe aboutit à reconnaître le droit à l'URSS d'exercer sa dictature sur les pays satellites. Cette analyse ne prend pas en compte, précisément, en quoi la lutte du peuple polonais ouvre une nouvelle période historique en Europe, celle où les peuples à l'Est comme à l'Ouest, aspirent à prendre eux-mêmes en main leur propre destin, hors de la mainmise des deux superpuissances. Une telle politique, qui ne prend pas en compte les profonds bouleversements qui s'amorcent, conduit par exemple Cheysson, tout en reconnaissant l'importance de l'unité des pays européens, à ne pas envisager pour leur sécurité d'autre solution que la protection américaine.

Quel soutien au peuple polonais ? Le choix se situe-t-il,comme on le présente parfois, entre des principes généreux, mais inefficaces, et une politique d'Etat ayant sa propre logique en fonction de la situation internationale ?

Il doit tout d'abord être clair qu'un gouvernement de gauche ne saurait avoir un double langage. A Mexico, François Mitterrand, en soutenant officiellement les organisations qui mènent la lutte au Salvador, indiquait de ce fait qu'il n'accordait pas de légitimité à la dictature militaire imposée et soutenue par les Etats-Unis. Ce qui est valable pour l'Amérique latine et les Etats-Unis doit l'être aussi pour l'URSS et l'Europe de l'Est.

Si le gouvernement français veut soutenir réellement le peuple polonais, il dispose de moyens non négligeables, qui peuvent se traduire concrètement dans les relations d'Etat à Etat : gel des relations diplomatiques tant que la dictature militaire se maintient, arrêt des crédits et des fournitures autres qu'alimentaires...

Mais surtout il convient de briser les idées démobilisatrices, selon lesquelles le soutien politique serait inefficace face à l'emprise et la puissance de l'Union soviétique. Il serait faux de croire que dans ses visées à long terme sur l'Europe, l'Union soviétique ne se soucie pas de l'opinion publique des pays ouest-européens. Aussi un soutien politique large et prolongé à la Pologne constitue-t-il un facteur susceptible de retarder, voire de contrecarrer une possible intervention soviétique.

Un tel soutien politique prolongé doit prendre en compte l'aspiration des peuples européens — à l'Est comme à l'Ouest — à coordonner leur action pour desserrer l'étau que les deux superpuissances imposent à l'Europe, pour en finir avec Yalta.

Nous avons soutenu la lutte du peuple vietnamien contre la superpuissance américaine. Aujourd'hui, c'est le peuple polonais qui a besoin de nous.

Nous appelons à multiplier, à coordonner toutes les initiatives, visant à mieux faire connaître *Solidarité*, ses objectifs, et tous les actes de résistance qui peuvent se développer aujourd'hui en Pologne.

Multiplier les débats avec les travailleurs, dans la CGT, avec les militants du PCF... de manière à faire succéder au choc émotif légitime un soutien politique prolongé.

Aider matériellement la résistance, faire preuve d'imagination dans ce soutien concret...

SOLIDARITÉ
AVEC SOLIDARITÉ

SOUTIEN TOTAL
A LA LUTTE
DU PEUPLE POLONAIS

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE PCR

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE.....
.....

ECRIRE A :
POUR LE SOCIALISME c/o *FRONT ROUGE* BP 68 PARIS 75019

Directeur de publication : R: Rodriguez
Commission paritaire : n° 62 712
Imprimerie IPCC (Paris)
Pour toute correspondance
écrire à :
Pour Le Socialisme
c/o Front Rouge
BP 68 75019 Paris
Compte bancaire : BNP 271 - 669 - 66

LA PRUDENTE FERMETE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Tout en réprouvant le coup d'Etat, gouvernement et Parti Socialiste s'efforcent de laisser une porte ouverte au PC et à ses ministres.

« *Bien sûr nous n'allons rien faire* ». Telles furent dimanche matin, à l'heure ou les informations sur l'ampleur du coup d'Etat s'accumulaient, les premières déclarations d'un représentant officiel du gouvernement français, Cheysson en l'occurence. Pour tous ceux qu'animait déjà une légitime révolte, le choc était rude. Comme tant d'autres avant lui, le régime issu du 10 mai allait-il assister passivement à l'écrasement d'un peuple en lutte? Cinq jours après le coup d'Etat, la question vaut encore d'être posée, en tenant compte des évolutions.

Cheysson donc, se lave les mains de ce qui se passe en Pologne dimanche matin. Il trouve même du positif à la situation en ne voyant « *aucune trace d'intervention extérieure* ». Quelques heures plus tard, le Quai d'Orsay publie un communiqué qui « *déplore l'enchaînement des évènements* » mais souligne aussi l'espoir « *que les responsables polonais de toutes les tendances sauront éviter tout affrontement* ». Comme si la prise du pouvoir par l'armée, les chars dans les rues, les arrestations multiples, n'étaient pas déjà l'affrontement ! Au même moment, Michel Jobert, qui se trouve en URSS pour la réunion de la « grande commission » franco-soviétique, fait savoir de Léningrad « *que son programme ne sera pas modifié par les évènements de Pologne* ». Dans la soirée, sans doute après consultation de l'Elysée, le premier ministre intervient a son tour pour faire une déclaration engageant l'ensemble du gouvernement français. Le ton est plus chaleureux, puisque que Mauroy dit partager « *l'émotion spontanément manisfestée par la population française et exprimée par de nombreuses organisations notamment syndicales* ». Mais le fond est le même : « *si le mouvement de renouveau engagé en Pologne devait être brisé, il en résulterait de graves répercussions (...) Le gouvernement français est donc attaché à ce que, en dehors de toute ingérence étrangère, la Pologne trouve dans l'entente nationale les voies de son redressement et de ses libertés* ». On conçoit que Fiterman ait donné son accord à de tels propos : s'agissant du coup d'arrêt aux libertés, le conditionnel est de rigueur, tandis que la préoccupation principale demeure l'ingérence extérieure. Lundi soir à Montpellier, le premier ministre confirme le sens de la position gouvernementale, en constatant que « *Les décisions intervenues en Pologne demeurent dans le cadre de la souveraineté intérieure de ce pays. Mais il est important que le dialogue entre polonais puisse reprendre* ».

La déclaration de François Mittérrand, à l'issue du conseil des ministres de mercredi, peut être considérée comme un infléchissement puisqu'elle parle, enfin, de « *réprobation* », qu'elle évoque la possibilité de venir en aide « *moralement et matériellement, aux justes aspirations du peuple polonais* », et qu'elle fait un sort au trop commode paravent de la non-ingérence : « *Qu'elle soit le résultat d'une pression extérieure ou d'une oppression intérieure, la pertes des libertés publiques, collectives et individuelles est, de toute façon, condamnable et doit être de ce fait clairement, vigoureusement, constamment dénoncée* ».

Le Parti Socialiste, bien sûr, n'est pas le gouvernement, et a une attitude propre. Reste que celle-ci a suivi une évolution singulièrement comparable. Prudence du comité directeur réuni dimanche, participation du bout des lèvres au rassemblement de protestation devant l'ambassade de Pologne dans l'après midi, durcissement du ton dès lundi, avec la critique des paroles de Cheysson et la participation relativement importante à la grande manifestation parisienne, mise en accusation plus directe du PCF le mardi, mais aussi mercredi sur *France-Inter* distinction pleine d'arrière-pensée entre « *soutien* » et « *appel à la résistance* ».

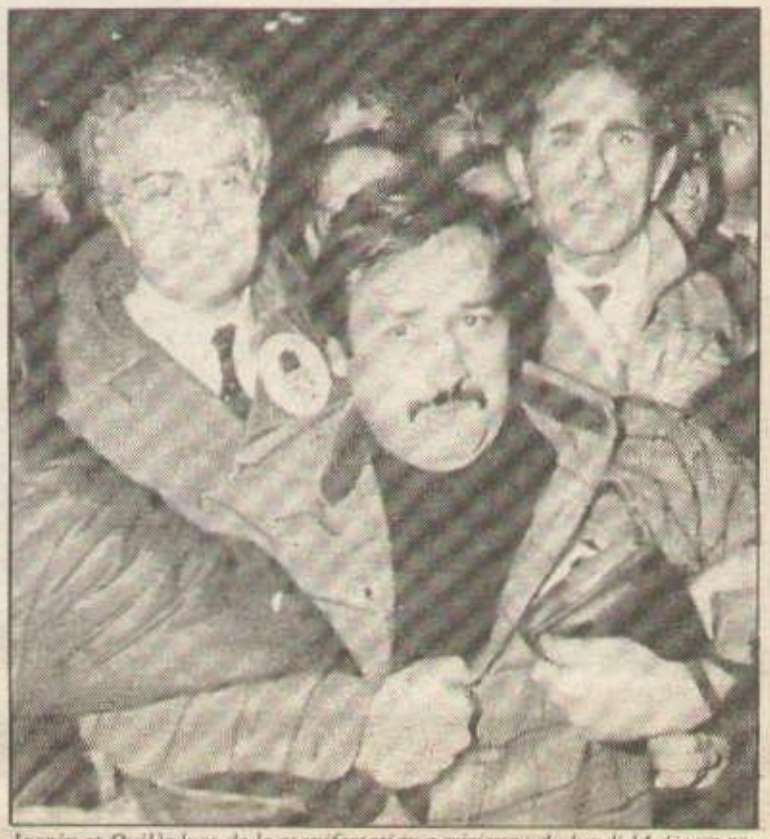
La déclaration de Jospin mardi 15 décembre.

Moins d'une semaine après le coup d'Etat de Jaruzelski, il y a donc un hiatus indéniable entre la position du gouvernement socialiste et celle des forces vives de la gauche française, qu'il s'agisse de la CFDT ou d'autres. Certes, on peut apprécier aussi toute la différence qui existe entre la réaction présente et celle qui aurait sans doute été celle d'un Giscard. Rappellons-nous que ce dernier allait à Varsovie (!) serré la main de Brejnev peu après l'invasion de l'Afghanistan. Constatons aussi que le gouvernement français apparaît comme un des plus ferme en Europe, le chancelier Schmidt ayant, quant à lui, accepté dimanche une déclaration commune sur la non-ingérence avec son homologue de RDA... Mais il faut cependant rendre compte des prudences excessives du pouvoir envers les crimes commis contre le peuple polonais.

Le gouvernement et le Parti socialiste jouent à l'évidence sur plusieurs registres, et chacun d'eux détermine une part de leurs positions. Il est difficile de croire en effet que c'est l'évolution même de la situation en Pologne qui a guidé les positions successivement adoptées, puisqu'il était clair dès dimanche matin qu'il s'agissait bien d'un coup de force sans nuances contre Solidarité et les travailleurs polonais. Il est difficile aussi de croire que l'argument de la non-ingérence ait pu guider véritablement le gouvernement français : si faire savoir clairement son point de vue sur l'évolution politique d'un Etat est une ingérence, les Soviétiques la pratique depuis très longtemps. Qui plus est, personne n'imagine sérieusement que ces mêmes Soviétiques ne sont pour rien dans ce qui se passe...

Parler Pologne en pensant URSS

En fait, gouvernement et PS se sont trouvés au carrefour de préoccupations différentes. La moindre d'entre elles n'est pas le type de rapports qui existent entre la super-puissance soviétique et la France. La fermeté du langage gouvernemental n'a pas empêché la poursuite des travaux de la « grande commission » à Moscou, et Jobert a même signé quelques contrats concernant notamment le fonctionnement d'un futur oleogaz. Implicitement, la France est contrainte d'accepter de considérer que la Pologne, pays de l'Est, fait partie de la « chasse gardée » soviétique ; Mauroy n'a pas dit autre chose devant l'Assemblée nationale en évoquant les « limites » de l'aide française. Le rapport de force internationale est ainsi conçu que le gouvernement français ne peut pas parler de la Pologne sans tenir compte des réactions de l'URSS !



Jospin et Quilès lors de la manifestation parisienne du lundi 14 décem re.

Au delà de ce paramètre international, des considérations purement françaises jouent également. On a ainsi vu le PS prisonnier de son ambiguité présente, qui fait de lui tout à la fois un parti de gouvernement et aussi un parti qui depuis plusieurs années entend capter à son profit diverses aspirations de la gauche. Langage de gouvernement, plein de retenu et de prudence, que celui du comité directeur dimanche et de Jospin sur France-Inter mercredi.

Mais aussi volonté de ne pas se couper de tous ceux qui manifestent leur indignation avec la participation aux différents rassemblements et le durcissement du ton constaté dès lundi, ou encore la critique appuyée des propos de Cheysson.

Faire évoluer le PCF

Enfin, aux rapports franco-soviétiques et aux ambiguités actuelles du PS s'ajoutent les problèmes de la coalition gouvernementale PS-PCF. De toute évidence, les positions sur la Pologne sont radicalement différentes entre les deux partis, démontrant ainsi, au-delà même du cas polonais, les perspectives radicalement différentes des uns et des autres.

Partant de cette constatation, le PS entend certes en tirer profit pour renforcer sa position politique et électorale, mais il essaye aussi, Jospin ne l'a pas caché, de faire évoluer l'attitude du PCF sur une question aussi cruciale. On retrouve là un des traits constants de la politique socialiste, qui consiste non pas seulement à mettre en exergue ses propres positions, mais aussi à tout faire pour que le « partenaire » PCF soit contraint de s'en rapprocher. Cette attitude, qui fut payante en ce qui concerne l'union de la gauche dans un passé récent, présente aujourd'hui quelques risques : à trop vouloir « tendre la perche » à un PCF totalement imprégné de la logique Jaruleski, les socialistes en viennent à développer des points de vue marqués d'une prudence excessive.

Pendant la campagne des présidentielles, Mitterrand s'est nettement démarqué de l'ancien président en rappelant que lui n'avait « pas attendu onze jours avant de condamner l'invasion de l'Afghanistan ». Reconnaissons le progrès, puisque ce n'est que quatre jours après le coup d'Etat polonais qu'enfin est venue la réprobation résolue du gouvernement. Pourtant, c'est dès le dimanche que la gauche était dans la rue, pendant que gouvernement et PS élaboraient une position ou les considérations envers l'URSS et envers le PCF le disputait aux réalités de la Pologne. Comme si l'on pouvait mesurer la condamnation d'un coup d'Etat militaire, et doser le soutien à un peuple en lutte.

« La confrontation était inévitable »

Un militant syndical parisien, qui se trouvait en Pologne jusqu'à la veille du coup de force, témoigne de l'état d'esprit régnant dans les derniers jours précédant l'état de siège.

La CFDT toulousaine manifestant contre le coup de force de Varsovie.

Tu as séjourné en Pologne jusqu'à la veille du coup de force. Quel était alors l'état d'esprit général ?

Après l'évacuation par la milice de l'école des pompiers, un débat s'était ouvert parmi les syndicalistes sur la riposte à apporter. Diverses solutions étaient envisagées : grève générale, grève du zèle, ou seulement diverses formes d'action à la base. Le débat tournait autour de la question de savoir si les travailleurs devaient se lancer dans une action dure ou limitée. La décision avait été prise au Congrès de *Solidarité* de la région de Mazowsze (région de Varsovie), de faire une manifestation de rue, qui était prévue pour le 17 décembre.

De différentes visites que j'ai pu effectuer dans les entreprises de Varsovie et de la région, j'ai pu constater une assez grande volonté des travailleurs d'aller de l'avant, c'est-à-dire de continuer à construire leur syndicat, de poser le problème de la mise en place des structures d'autogestion. Ainsi à l'usine de tracteurs d'Ursus, les travailleurs étaient intervenus à deux reprises pour empêcher les autorités d'évincer le directeur de l'entreprise, qui collaborait avec *Solidarité*. Chez les militants de *Solidarité* existait de façon nette la volonté de mettre en place sans attendre les structures d'autogestion, indépendamment de la position du POUP. Des responsables de *Solidarité* disaient en substance : il faut traiter le POUP comme quantité négligeable, il ne représente plus grand chose dans la société, nous devons travailler à mettre en place les structures d'autogestion, en le laissant de côté. Ainsi dans les entreprises, *Solidarité* poussait parfois au départ du directeur, ou à l'inverse le défendait s'il estimait qu'il avait une attitude correcte.

Dans les secteurs coopératifs, où les structures étaient un peu différentes, c'étaient souvent des responsables de *Solidarité* qui étaient élus, ou s'apprêtaient à se faire élire.

Tous les militants que j'ai rencontré étaient conscients du fait que le processus en cours devait aboutir à une confrontation. Certains militants pensaient qu'on pouvait peut-être éviter la confrontation en la préparant, que le pouvoir y renoncerait s'il sentait suffisamment la détermination des travailleurs. Mais quel que soit le scénario qu'ils envisageaient (absence de confrontation ou bien une confrontation qui se passe le moins mal possible), dans tous les cas prévus, ils pensaient qu'ils fallait être prêt.

C'était également l'opinion de paysans en grève que j'ai rencontrés. Ils m'ont dit que, outre les revendications générales de *Solidarité*, notamment les élections libres et le respect des accords de février, ils défendaient une revendication qui leur était propre, à savoir l'inscription dans la constitution du droit de transmission héréditaire de leurs terres (ce qui est interdit si aucun des héritiers n'a suivi les cours d'une école d'agriculture). Ces paysans occupaient un bâtiment administratif dans une petite ville à 40 kilomètres de Varsovie ; cette occupation s'effectuait par rotation, avec le soutien de paysans venant de toutes les voïvodies. Ces paysans faisaient montre d'une très forte détermination.

La raison principale pour laquelle *Solidarité* s'attendait à une confrontation avec le pouvoir, c'était la mise en place des organes d'autogestion ?

Sans doute, et surtout la volonté de *Solidarité* d'aller assez vite dans la mise en place de ces organes d'autogestion. Témoignait de cette volonté d'aller vite, le projet d'organiser un référendum au sein de *Solidarité* (c'est-à-dire au sein de la population, si l'on songe que *Solidarité* organise plus de onze millions de personnes actives), référendum dont l'objet aurait été de tester si le pouvoir avait la confiance de la population. On peut imaginer le résultat, et le pouvoir ne voulait pas connaître ce résultat.

Dans toutes les structures que *Solidarité* mettait en place ou prévoyait de mettre en place, le parti se trouvait de fait mis de côté. Les travailleurs commençaient à s'autoorganiser dans les entreprises dans la perspective d'assurer leur gestion. Il est très significatif que de nombreux militants de *Solidarité* posaient aux visiteurs étrangers des questions qui portaient par exemple sur les moyens à mettre en œuvre pour redresser l'économie, pour assurer l'approvisionnement, pour se procurer les matières premières nécessaires à l'industrie, etc., une recherche qui se situait bien dans le cadre d'une prise en charge de tous les problèmes sociaux.

Des discussions que j'ai pu avoir avec des militants et des responsables de *Solidarité*, il ressortait clairement que la perspective d'un changement de gouvernement se posait pour eux de manière relativement rapprochée, à une échéance qu'ils prévoyaient alors se situer vers février ou mars de l'année à venir.

Parallèlement à la mise en place par *Solidarité* d'organes d'autogestion, se menaient des activités proprement politiques, par la constitution de mouvements ou de partis politiques, de clubs de réflexion. Nombre de responsables de *Solidarité* participaient à des clubs de réflexion existant au niveau local ou régional, sans qu'il existe toujours des liens entre eux. Ces clubs qui regroupaient des responsables de *Solidarité* et des intellectuels, avaient pour vocation d'envisager des quesions politiques d'avenir, les problèmes de l'Etat, du gouvernement, de la société dans son ensemble.

Comment peut-on, d'après ce que tu en sais, apprécier les moyens de résistance prévus par *Solidarité* ?

Les militants de *Solidarité* savaient qu'il fallait prioritairement tenir le terrain des entreprises, non seulement parce que c'est un moyen d'agir sur la production, par la grève ou le ralentissement des cadences, mais aussi parce que c'est un lieu privilégié comme réseau d'information. Après la fermeture des sièges de *Solidarité*, ce qui est organisé ne peut l'être que ou bien clandestinement ou bien à l'intérieur des entreprises.

De toute façon, la semaine qui a précédé le coup de force était considérée par tous comme une semaine décisive. Même si *Solidarité* a pu être surpris par le coup de force qu'il n'attendait peut-être pas si tôt, cela n'a pas été une surprise totale. *Solidarité* s'attendait plutôt à un affrontement autour de la journée de grève prévue le 17 décembre. Mais on sentait de toute façon partout un état de préparation à un affrontement.

Varsovie en début de semaine.

Une résistance de longue haleine

Jan Morski, décrit ici les mesures envisagées par *Solidarité* en cas de coup de force, la place du POUP et de l'armée aujourd'hui, le rôle de l'église...

Le coup d'Etat militaire est venu au terme d'une situation de plus en plus tendue en Pologne. Pourtant, l'ampleur des arrestations, et les témoignages qu'on en a semblent indiquer que les dirigeants de *Solidarité* ont été surpris par ce qui s'est passé. Peux-tu préciser si *Solidarité* s'était préparé à de tels événements ?

Depuis un certain temps, *Solidarité* s'attendait à un coup de force du pouvoir. Il y a de ce point de vue une expérience en Pologne, notamment depuis les événements de 1970, qui tiennent une place importante dans les mémoires. *Solidarité* a toujours su qu'il y avait une partie de l'appareil du POUP et de l'Etat qui était prête à une solution de force. D'autre part allaient dans ce sens un certain nombre d'affrontements qui se sont déroulés depuis août 1980, par exemple à Bydgoszcz, et aussi des propos inquiétants, dans l'hebdomadaire *Réalités* ou dans le quotidien de l'armée notamment. Ce n'est donc pas une totale surprise. Je pense cependant qu'il y a eu surprise sur le moment où cela s'est produit. La tension s'était un peu relâchée la semaine précédent le coup d'Etat, avec le retrait de l'ordre du jour de la Diète de la loi sur l'état d'urgence. *Solidarité* s'attendait plutôt à un durcissement en janvier ou en février, avec l'échéance des élections régionales qui auraient manifestées avec éclat l'isolement du POUP. Principalement après les événements de Bydgoszcz, *Solidarité* s'était préparé à ce durcissement. Des instructions avaient été envisagées, soit en cas de répression intérieure, soit en cas d'intervention soviétique. Par exemple la protection des responsables de *Solidarité*, ou des mesures visant à désorganiser le travail de la milice et de l'armée, comme la suppression de la numérotation des rues et des maisons pour rendre plus difficiles les arrestations, etc. La mise en place d'un 'appareil clandestin, avec d'autres responsables, était aussi envisagée.

D'après ce qu'on peut savoir, il ne semble pas que ce plan avait été détaillé, en tout cas à l'échelon central. Il y avait une assez grande diversité dans les régions de ce point de vue. Dans la région de Silésie par exemple, des mesures de précautions avaient été plus poussées, et la résistance y semble forte à l'heure actuelle. On peut penser aussi que dans un certain nombre d'usines des précautions avaient été prises, stockages de nourriture, de médicaments, peut-être aussi d'explosifs.

L'ampleur du coup d'Etat n'a-t-il pas porté atteinte à la mise en place de ces mesures ?

Malgré les dizaines de milliers d'arrestation, *Solidarité* n'est pas anéanti. D'abord parce que c'est une force considérable, neuf millions d'adhérents auxquels il faut ajouter les adhérents des autres organisations indépendantes, étudiants et paysans. Ensuite, même 50 000 arrestations n'ont pas pu concerner l'ensemble de l'encadrement moyen de *Solidarité*. Il y avait 10 000 permanents, et en tenant compte des délégués d'usines, l'encadrement moyen représentait 200 à 300 000 personnes. Il y a donc suffisamment de gens pour prendre la relève, à supposer que tous les dirigeants aient été arrêtés.

Il ne semble pas pourtant qu'une grève générale ait été déclenchée immédiatement ?

D'après ce que l'on sait, ce n'est effectivement pas dès le lundi qu'il y a eu réaction massive. Ça se comprend, puisqu'il faut le temps que les grèves s'organisent, se coordonnent au niveau des régions. Qui est plus, la tactique de *Solidarité* était de se concentrer sur les grandes entreprises, en particulier celles qui peuvent avoir un rôle décisif dans l'économie, et qui ne correspondent pas forcément aux grands lieux politiques de *Solidarité*. Pour porter des coups à la junte, la grève des chantiers navals Lénine à Gdansk, par exemple, n'est pas forcément décisive, au contraire de ce qui peut se faire dans l'énergie, les mines de charbon, les transports, etc... On ne sait d'ailleurs pas si l'arrêt des communications ne correspond pas aussi à une action des cheminots. On peut donc penser que dans un premier temps il y avait volonté de se concentrer sur les grandes entreprises, pour porter des coups importants et protéger les militants qui pouvaient s'y trouver, avant d'engager des mouvements plus massifs, comme la grève annoncée pour le samedi 19. De toute façon, la résistance sera de longue haleine, et il n'était pas question pour *Solidarité* d'épuiser toutes ses cartouches trop vite.

La junte polonaise, et le PCF, justifient le coup d'Etat par la radicalisation totale de *Solidarité* dans les derniers jours. Qu'en est-il de cette radicalisation ?

On peut estimer que le coup d'Etat a été préparé de longue date dans son principe sinon dans ses modalités. Il y a eu effectivement durcissement de *Solidarité*, mais après une période, ouverte avec son Congrès, où on a assisté à deux éléments contradictoires : d'une part, des attaques du gouvernement, hausses de prix de premières nécessités par exemple, et d'autre part, mise en avant par Jarulski de l'idée d'entente nationale. Après l'échec des discussions sur l'entente, *Solidarité* a fait le constat que les accords de Gdansk étaient moins que jamais appliqués, et qu'il y avait blocage du pouvoir. Un déclic s'est certainement produit à partir du moment où le gouvernement a lui-même remis en cause son projet de réforme économique. Cela explique par exemple les propos de Walesa à Radom, enregistrés frauduleusement. Il faut cependant préciser que Walesa ne s'est jamais fait beaucoup d'illusion sur la possibilité d'une entente avec le pouvoir.

On parle beaucoup d'arrestations au sein du POUP, et parfois même de mise en sommeil de celui-ci. Est-ce à dire que l'armée a pris le pas sur le parti au pouvoir en Pologne ?

Pour éclairer cette situation, il ne faut pas oublier le déroulement des événements dans la dernière période. On assiste à un discrédit de plus en plus important du Parti, Gierek est limogé, Kania n'arrive pas à prendre en main la situation, et Jaruleski devient donc à la fois chef de gouvernement, mais aussi premier secrétaire du parti. C'est donc bien le premier secrétaire du parti qui a dirigé le coup d'Etat. Il semble en fait qu'il s'agisse d'une opération de « l'aile militaire » du parti, qui vise à la fois à tromper l'opinion publique internationale, mais surtout a joué sur le sentiment national des polonais, puisque l'armée est peut-être la partie la moins discréditée de l'appareil d'Etat. Il ne faut pas oublier que la hiérarchie militaire a toujours été un élément considérable de l'appareil du parti. Jaruleski était déjà membre du BP en 1970, et l'ensemble de l'appareil de l'armée appartient au parti. C'est le cas de toute la junte militaire, et, d'après les chiffres de 1975, 50 % des sous-officiers, et 90 % à partir du grade de colonel. La décision de faire passer devant la cour martiale Gierek et ses proches n'est pas nouvelle, et il s'agit d'une tentative pour faire porter à l'ancienne équipe la responsabilité de ce qui se passe auparavant. Ce n'est évidemment pas faux, quoiqu'il faille rappeler que Gierek a toùjours refusé une solution de force. Parmi les autres arrestations dans le POUP figurent des gens de l'équipe Gierek qui avaient échappé aux récentes modifications. C'est notamment le cas en Silésie. Enfin, de manière limitée, il y a sans doute des arrestations de responsables du POUP hostiles à la solution du coup d'Etat. Mais ce ne peut pas être le signe que le POUP n'a plus d'existence.

Ce qu'il faut savoir, c'est que le POUP traverse depuis quelques temps une situation difficile : il a perdu 20 % de ses adhérents, soit 600 000 personnes, pendant qu'environ un million d'ouvriers membres du parti était aussi membres de *Solidarité*. Reste donc le pilier militaire, très important, mais aussi toute la nomenklatura, tous les fonctionnaires du parti, quelques dizaines de milliers, l'administration gouvernementale, la milice, etc... Actuellement, il y a des organisations de base du POUP qui appuyent le coup d'Etat.

On peut donc discuter pour savoir si le coup d'Etat fait l'unanimité à l'intérieur du parti, mais on ne peut pas parler du coup d'Etat contre le parti.

Que peut-on dire de cette armée qui aujourd'hui tient une place centrale ?

Autant la hiérarchie militaire est liée au POUP, et aussi à l'URSS puisque presque tous les responsables ont été formés là-bas, autant l'armée polonaise est pour l'essentiel une armée de conscription. C'est la deuxième armée du Pacte de Varsovie, 320 000 hommes, avec une professionalisation marquée dans l'armée de l'air et la marine, mais principalement des conscrits dans l'armée de terre. Au total, 185 000 conscrits, issus des couches ouvrières et paysannes, pour un service militaire de deux ans. Il paraît évident que la junte n'en est pas très sûre pour intervenir contre les travailleurs. Il ne faut pas oublier non plus qu'il y a en Pologne une préparation militaire très importante : tout le monde sait se servir d'un fusil, manier des explosifs ou s'attaquer à un char, y compris les femmes.

On peut donc penser que les militaires russes présent en Pologne ont joué un rôle ?

Il est bien évident qu'il y a eu des pressions soviétiques tout au long de la crise polonaise en faveur d'une solution dure. Il y a sans doute eu des possibilités d'intervention en décembre 1980. En plus des pressions politiques et militaires, il faut aussi parler des pressions économiques, importantes dans la dernière période notamment avec une diminution des livraisons de pétrole soviétique.

S'agissant de l'URSS, deux éléments doivent être pris en compte. D'abord, la présence permanente de troupes soviétiques à l'intérieur de la Pologne ; environ 35 000 hommes répartis en deux divisions d'élite, stationnés à l'ouest du pays, avec même un aéroport. Ces deux divisions sont constamment en état de préparation, avec même 80 % de leurs effectifs en permanence, et elles ne sont pas intégré au Pacte de Varsovie, puisqu'elles sont en Pologne au titre d'un traité bilatéral soviéto-polonais. Par contre, la moitié environ de l'armée polonaise est intégrée au pacte. Ce qui tend à montrer qu'il y a eu pression directe, c'est une réunion au sommet entre les bureaux politiques du POUP et du PCUS une semaine avant le coup d'Etat, et surtout la présence du maréchal Koulikov qui est le chef suprême des troupes du Pacte de Varsovie.

Depuis avant 1980, on parle beaucoup du rôle de l'Eglise. Quelle influence peut-elle exercée dans la situation nouvelle ?

En ce qui concerne la réaction de l'Eglise, elle est assez difficile à apprécier car semble-t-il, il y a eu des déclarations quelque peu contradictoires. La première déclaration du primat de Pologne a été d'une part une condamnation quand même très nette, ce qui a été censuré par la télévision polonaise, et puis d'autres part, l'appel à ne pas verser le sang. Mais dans cette déclaration, il n'y avait pas d'appel à ne pas résister. Par contre la position exprimée par la Conférence Episcopale semble beaucoup plus nette dans le sens de la condamnation de l'intervention militaire et du fait que la nation ne se laisserait pas écrasée. Donc un certain durcissement de la position exprimée par l'Eglise et surtout le fait que jusqu'à présent, l'Eglise a refusé de servir de roue de secours à la junte militaire, puisqu'elle a refusé tout contact avec le général Jaruzelski au moins tant que Walesa ne serait pas libéré. De toute façon, il semble que la prise de position qui pourrait être celle de l'Eglise, à supposer qu'elle soit celle-là, d'appeler surtout à une très grande prudence, ne peut avoir qu'un effet limité dans la situation polonaise, dans la mesure où les catholiques qui sont à *Solidarité* en prennent et en laissent dans la position de la hiérarchie catholique comme ils l'ont toujours fait. Ce que l'on peut rappeler à l'appui de ça, c'est qu'un certain nombre de déclarations dans le passé de la part de la hiérarchie catholique avait été désavouées par les responsables de *Solidarité*, par exemple au moment où il y avait eu une déclaration qui mettait en cause le KOR dans des termes qui ont été peu appréciés de la part de *Solidarité*. Un certain nombre de catholiques de *Solidarité* ne sont pas prêts à suivre forcément les consignes de l'Eglise dans tel ou tel domaine. Je crois de toute façon que la hiérarchie catholique, consciente de cette situation, ne va pas mutiplier les appels au calme. Sans doute elle va intervenir sur son domaine propre c'est-à-dire qu'il faut préserver l'existence de la nation, mais je ne crois pas qu'elle va appeler à reprendre le travail et à ne pas faire grève.

Les travailleurs français solidaires

Bien peu de réactions d'indifférence, et encore moins d'approbation, dans les entreprises lundi dernier...

PARIS

« *Les filles ont tout de suite compris que décidément le monde ne pouvait plus tourner comme avant* », dit une militante du GAN (Groupe des Assurances Nationales). Partout, l'unanimité s'est faite autour du spectre de la guerre. Tout ça va mal se terminer. Un peuple, otage des Russes, ça ne peut plus durer. Tôt ou tard, il va y avoir une guerre pour mettre fin au partage du monde actuel. L'idée est nouvelle. La guerre n'était-elle pas perçue jusque là comme découlant de l'accumulation des armes nucléaires ?

Aux Chèques aussi, les filles parlent de la guerre. Une militante CGT, tiraillée entre son sentiment naturel de solidarité avec les travailleurs polonais et les positions de sa confédération, pleure. Lundi, 300 personnes (sur 6 000 employés) étaient à la manif. Les Chèques, ce n'est pas loin de Montparnasse. Pour certaines, c'était leur première manifestation. A la CFDT, tout le monde se mobilise. C'est l'unanimité retrouvée. Malgré certaines difficultés avec FO qui veut orienter l'appel commun dans un sens nettement anticommuniste. Une délégation de masse est appelée par la CGT et la CFDT mercredi sur des revendications locales. 20 employés seulement sont présentes. Ont-elles la tête ailleurs ? A la CGT, très vite aussi, des sections se réunissent. 4 des 13 sections du syndicat se prononcent différemment de leur confédération ou même contre elle. Ailleurs, pas de réunion. Et ce n'est pas là où les militants du PCF sont les moins actifs que la colère est la plus grande. Un exemple. Jacky, 15 ans de parti, disait il y a encore quelques jours son attachement très grand à son parti malgré les fautes qu'il commet. Aujourd'hui, il parle de la nécessité de créer un autre parti qui se batte pour un autre socialisme. C'est vrai qu'il y croyait, que *Solidarité* finirait par modifier le visage du socialisme en Pologne, que le POUP se transformerait.

Que faire pour la Pologne ? se demandent les ouvriers d'Alsthom-Saint-Ouen. En tout cas, pour certains, la première réponse se fera lors de l'élection du Comité d'entreprise. Des électeurs traditionnels de la CGT ont d'ores et déjà annoncé qu'ils modifiaient leur intention de vote. Tant pis si c'est FO qui en profite, dit un cédétiste, ça leur fera une bonne leçon. Mardi, la CGT diffuse par tract les déclarations de Séguy. Les remarques fusent. Pourtant, ces mêmes militants, par ailleurs membres du PCF, voudraient bien une réunion de cellule. « *Qu'on en discute* ». Un autre militant du PC remarque : « *Voilà ce qu'il arrive quand on veut imposer le socialisme aux gens* ». Il n'est jamais trop tard pour découvrir que la Pologne n'est pas un pays socialiste.

Au bureau de poste de Paris 16e, la réaction n'a pas traîné. Dès lundi, à l'appel de la CFDT, 50 postiers débrayent, en majorité non-syndiqués. Manif lundi soir, évidemment. Aussi, les discussions vont bon train. « *Solidarité, c'est un syndicat, il faut le défendre* », « *C'est plus qu'un syndicat, c'est un mouvement politique* », « *Révolutionnaire* », renchérit un troisième. Pour la plupart, « *il faut les soutenir, mais on ne voit pas comment faire* », « *On ne peut pas appeler à la Résistance à leur place* », « *ça ne sert à rien de résister, cela va aggraver la situation* », « *Eh, dis donc, mets-toi à leur place, si on supprimait tous nos acquis, qu'est-ce que tu ferais ?* » « *Oui, mais ils ont trop demandé* », « *la crise économique en Pologne, elle existait avant Solidarité* », « *Et le gouvernement français, il ne fait pas grand chose* », « *tu sais, vaut mieux, cela pousserait les Russes à intervenir* », « *de toute façon, c'est intolérable, cette situation* ». Cela sert de conclusion. Et tous acquiescent.

Un militant CFDT de PCUK-Levallois fait le point. Lundi, dès midi, le tract d'appel à la manif est diffusé. Un peu avant 17 h, 15 personnes (sur 235 travailleurs) dont un cégétiste, partent pour Montparnasse. Celui-ci fait part du débat qui s'est engagé dans la CGT. Un consensus s'y est dégagé, exigeant la libération des syndicalistes, le retour des libertés. Mardi et mercredi, on est plus nombreux que d'habitude à avoir acheté le journal. Le jeudi, cégétistes et cédétistes se rencontrent, débattent de la Pologne et de la CGT. A la CFDT, chacun réfléchit aux initiatives possibles pour aider *Solidarité*. La grève du lundi 21/12 sera sans doute bien suivie.

Echanges. « *Nous, à Paris-Brune, on est allé en manifestation à plus de 60, du Centre de tri à Montparnasse, à travers les rues du 14e* », « *ça avait de l'allure. Chez nous, on est mobilisé* ». « *Dans mon centre de Sécurité sociale, la CGT est venue elle aussi manifester* ».

« Nous, militants de la CGT, nous sommes scandalisés... »

« *On peut regretter ou approuver la création d'un conseil militaire de salut national sur décision du conseil d'Etat et les mesures qu'il a prises, mais il reste que tout cela se produit dans le cadre des affaires intérieures de la Pologne...* (...) *Nous avons pris connaissance attentivement de la proclamation du général Jaruzelski. Nous observons, entre autres considérations importantes, que l'état d'urgence cessera et que le conseil militaire sera dissous dès que le fonctionnement de l'administration civile et des organes représentatifs sera rétabli* ». Ces quelques phrases, tirées de la déclaration prononcée par Georges Séguy devant la presse, le lundi 14 décembre, ont profondément choqué des milliers de syndiqués et de responsables CGT. Au nom de quoi, se demandent-ils, pourrait-on approuver l'emprisonnement de milliers de syndicalistes dont, il y a quelques semaines à peine, on avait accueilli les représentants venus à Paris ? Comment peut-on même oublier de demander leur libération ? Comment peut-on continuer à diffuser par voie de tract de telles déclarations, alors que tout le monde sait aujourd'hui que le sang a coulé en Pologne ? Que signifie aujourd'hui une politique du genre « *nous souhaitons sincèrement qu'ils traversent cette dure épreuve sans que soit versée une goutte de sang ?* » Attendre, comme il est proposé, que l'« ordre » règne de nouveau, sous prétexte d'éviter une intervention extérieure ? Beaucoup ont estimé que ce n'était pas possible, et ils l'ont dit. Au niveau de la direction même de la CGT, où neuf membres ont immédiatement refusé d'approuver le coup de force militaire présenté comme un moindre mal. Ces neuf dirigeants ont eu le courage d'appeler à la manifestation de lundi soir à Paris, malgré les menaces de sanction prises publiquement par Séguy : « *Ils seront désapprouvés par les instances dirigeantes de notre organisation* »... Vendredi matin, les neuf responsables publiaient une nouvelle déclaration, dans laquelle ils appelaient les syndiqués CGT et les travailleurs à soutenir le mot d'ordre de grève d'une heure lancé pour le lundi 21 décembre.

Au siège de la CGT, rue Lafayette, affluent les motions, les résolutions de syndicats et de sections CGT, exprimant leur soutien aux travailleurs polonais. L'appel lancé par le Syndicat des Correcteurs circule dans de très nombreuses entreprises, et recueille d'ores et déjà des milliers de signatures. Cet appel explique : « *Nous, militants de la CGT, sommes scandalisés par le refus de notre direction nationale de se placer sans hésitation aux côtés de la classe ouvrière polonaise. Notre tâche immédiate est de tout faire pour que les initiatives de solidarité de la classe ouvrière française soient le plus massives possible contre ce coup de force militaire. Conscients de sauver l'honneur de la CGT, nous appelons tous nos camarades cégétistes et tous les travailleurs à participer aux manifestations unitaires de soutien à la classe ouvrière polonaise. Nous demandons au Bureau Confédéral et à la Commission Exécutive Confédérale Nationale de reprendre notre appel leur compte* ». Dès lundi, des militants CGT avaient tenu à marquer par leur présence à la manifestation leur soutien aux travailleurs polonais. Ce mouvement s'amplifie, il ne peut que s'amplifier, face à ce qui se passe aujourd'hui en Pologne. Il n'est pas possible que la direction de la CGT persiste !

LAINIERE DE ROUBAIX

La section CFDT de la Lainière de Roubaix a condamné l'état de siège établi en Pologne et appelait à la manifestation du soir même à Lille. A la Lanière, dans les ateliers, les fumoirs et les salles de repos, les discussions portent évidemment sur les événements qui viennent de se dérouler en Pologne. Beaucoup sont stupéfaits et scandalisés. On condamne la dictature militaire et on plaint les Polonais. Tout le monde se demande maintenant ce qui va se passer. Du côté des syndicalistes, la seule position publique aura été celle de la CFDT avec son affiche et le soir de la manifestation, plusieurs délégués CFDT participeront au cortège. Quant à la CGT, c'est l'embarras mais pourtant la majorité n'a pu que condamner les mesures prises en Pologne, sauf un seul qui reprendra les positions confédérales. Manifestement, il ne sera pas suivi par les autres et pour eux, les choses en resteront là.

Dans le PCF

pour votre information

Beaucoup de Français veulent savoir ce qui se passe exactement en Pologne. A l'heure actuelle, il n'existe sur ce sujet qu'un seul document officiel : la proclamation lancée le 13 décembre à Varsovie par le général Jaruzelski, premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais et premier ministre. Toutes les radios et télévisions françaises vous ont laissés dans l'ignorance de ce que contient ce texte. C'est pourquoi, à titre d'information, nous vous en donnons l'intégralité. Vous connaissez par ailleurs la position du Parti communiste français (exprimée sur l'autre page de ce journal).

*Le numéro spécial de l'*Humanité *: le texte de Marchais... et celui de Jaruzelski ! C'est donc par la voix du PCF que la junte militaire s'exprime en France.*

La position « inquiète » de la direction du PCF est comme on s'en doute loin de faire l'unanimité parmi les militants. Dès dimanche soir, deux pétitions, qui condamnent bien sûr le coup d'Etat, ont été rendues publiques avec la signature de la quasi-totalité des militants critiques connus. Mais bien souvent, les interrogations qui prévalaient dans les premières heures chez beaucoup de militants ont fait place à une franche indignation après la lecture de *L'Humanité*, qui ne cesse d'attaquer Solidarité. Dans le cadre de la préparation du 24e congrès, des cellules ont rédigé en hâte des contributions, dont l'une par exemple s'interroge sur « *la conception réelle de l'autogestion qui peut animer des camarades soutenant le coup de force militaire en Pologne* ». A Saint-Etienne et dans d'autres municipalités, les représentants du PCF ont accepté, ou même pris l'initiative, de l'envoi de télégrammes de protestation à l'ambassade de Pologne à Paris. Moins critiques, certains militants posent par exemple la question de la légalité des mesures prises par Jaruzelski : « *Pourquoi le Comité central du POUP ne s'est-il pas réuni ?* » demandent ces militants. Pour autant qu'on puisse le savoir, la plupart des responsables évitent les discussions sur le fond, dans les organisations du PCF, préférant mettre en avant « *les attaques anti-communistes dont la situation polonaise est l'occasion* ». En attendant, la direction du PCF a fait diffuser un supplément de *L'Humanité* reproduisant... la déclaration de Jaru zelski !

(1) Dimanche matin 13 décembre. Les ouvriers de Solidarité *se rassemblent devant l'immeuble de* Solidarité.

(2) Jaruzelski avec le général Est-allemand Hoffman et le maréchal soviétique Koulikov aux dernières manœuvres du Pacte de Varsovie.

(3) Varsovie quadrillé par les blindés.

(4) Soldats Polonais en tenue de combat dans les rues de Varsovie.

(5) Ouvriers Polonais en grève cette année.

(6) Le chantier naval « Lénine » à Gdansk.